

# COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour publication immédiate

Myanmar

## Amnesty International appelle à libérer plus de prisonniers

**Amnesty International se réjouit de la libération d'au moins 120 prisonniers politiques au Myanmar aujourd'hui, parmi lesquels le célèbre comique Zarganar, soutenu par plus de 25'000 Suisses cette année. Mais les autorités doivent aussi libérer immédiatement et inconditionnellement tous les prisonniers de conscience encore retenus.**

«Cette libération de prisonniers politiques doit être saluée, mais ne signifie en aucun cas que les récentes promesses de réformes politiques au Myanmar aient été tenues», a déclaré Benjamin Zawacki, expert d'Amnesty International pour le Myanmar. «A moins que le nombre de personnes libérées augmente sensiblement, cette mesure restera symbolique et signifiera plutôt l'abandon des efforts entrepris pour réformer le système politique».

Depuis fin 2007, quelque 2'000 personnes ont été emprisonnées pour des motifs politiques au Myanmar. La moitié d'entre elles en raison de leur participation pacifique à la «révolution safran» au cours de l'année. Parmi les personnes libérées aujourd'hui figure Zarganar, le célèbre comique birman pour lequel la Section suisse d'Amnesty International a demandé sans relâche une libération inconditionnelle.

«La nouvelle de la libération de Zarganar est fantastique ! Des milliers de personnes se sont mobilisées en Suisse et dans le monde pour que cela soit possible. Cela prouve que s'engager pour les droits humains paie», a déclaré le comique Yann Lambiel qui s'est engagé au côté d'Amnesty International pour la libération de son homologue birman.

«Mais l'amnistie d'aujourd'hui ne suffit pas à distinguer le nouveau gouvernement militaire du précédent», a déclaré Benjamin Zawacki. «Si les autorités du Myanmar souhaitent sérieusement démontrer leur volonté de procéder à des réformes, la libération des prisonniers aujourd'hui ne doit être que la première étape vers une libération immédiate et sans conditions de tous les prisonniers politiques ».

Si les autorités ont des raisons de croire que les prisonniers politiques ont commis des délits reconnus, ils doivent être jugés dans les meilleurs délais, dans le cadre d'un procès équitable. Dans le cas contraire, ces prisonniers doivent être libérés sans conditions et sans délai.

Au Myanmar, les prisonniers politiques sont régulièrement accusés en vertu de lois aux contours vagues, servant les préoccupations de sécurité ou d'ordre public, et laissant aux autorités une marge d'interprétation excessive.

«Libérer des prisonniers politiques est une mesure positive, mais la réforme de l'appareil répressif et de sécurité est attendue depuis longtemps », a déclaré Benjamin Zawacki. Amnesty International appelle les autorités du Myanmar à mettre immédiatement un terme à la répression menée contre les opposants politiques.

**Plus d'informations auprès de:** Nadia Boehlen, porte-parole, 079 430 14 68.

